

PECO : quels investissements directs étrangers ?

Durant la période 1989-2006, la Pologne est au 1er rang des PECO pour les IDE cumulés. Cependant, la République tchèque prend la 1ère place pour les IDE par tête. Illustré par une carte et deux graphiques, cet article combine plusieurs indicateurs pour affiner les hiérarchies.

Depuis 1989, les investissements directs étrangers (IDE) jouent un rôle dans la transition post-communiste des 10 pays d'Europe centrale et orientale (PECO) entrés dans l'UE en 2004 ou 2007. Cependant, tous ne sont pas égaux. Quelles sont les hiérarchies en matière d'IDE dans les 10 PECO de l'espace UE-27 ? Il faut combiner plusieurs durées et plusieurs paramètres pour en avoir une idée.

Commençons par le " temps long ", de 1989 à 2006, soit 17 années de transition d'une économie planifiée à une économie de marché conforme aux acquis des traités de l'Europe communautaire. ⁽¹⁾

Flux d'IDE nets cumulés par État

L'étude des flux d'IDE nets cumulés de 1989 à 2006, en millions de dollars apporte un premier éclairage⁽²⁾ (graphique 1). L'œil distingue trois groupes.

- Pays très attractifs : Pologne (81 665 millions de dollars), République tchèque (57 922) et Hongrie (45 738).
- Pays moyennement attractifs : Roumanie (35 550 millions de dollars), Bulgarie (19 225) et Slovaquie (17 544).
- Pays peu attractifs : Estonie (6 790 millions de dollars), Lituanie (6 467), Lettonie (5 807) et Slovénie (2 652).

Il importe maintenant de prendre en compte le facteur population.

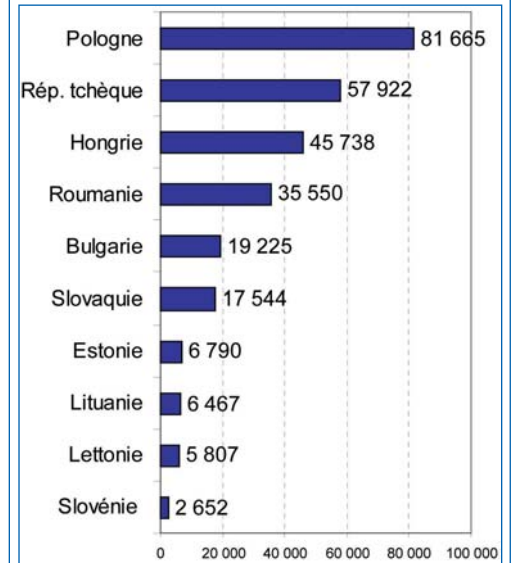
Flux d'IDE nets cumulés par tête

Étudions pour les 10 PECO les flux d'IDE nets, investissements cumulés par tête, 1989-2006, en dollars⁽³⁾ (graphique 2). Cette fois, deux groupes apparaissent.

- Pays très attractifs : République tchèque (5 650 dollars par tête), Estonie (5 048), Hongrie (4 545).
- Pays moyennement attractifs : Slovaquie (3 255), Lettonie (2 531), Bulgarie (2 497), Pologne (2 142), Lituanie (1 902), Roumanie (1 636), Slovénie (1 333).

La prise en compte de la population modifie significativement certains classements. La Pologne, 1ère pour les investissements cumulés par État, passe à la 7e place en considérant les investissements par tête. La Roumanie, 4ème pour les investissements cumulés par État, glisse au 9e rang pour les investissements par tête. Inversement, l'Estonie - placée au 7e rang pour les investissements cumulés par État - se hisse au 2e rang pour les investissements par tête. La proximité de la Finlande joue peut-être ici un rôle. Dans les deux cas, la Slovénie ferme la marche.

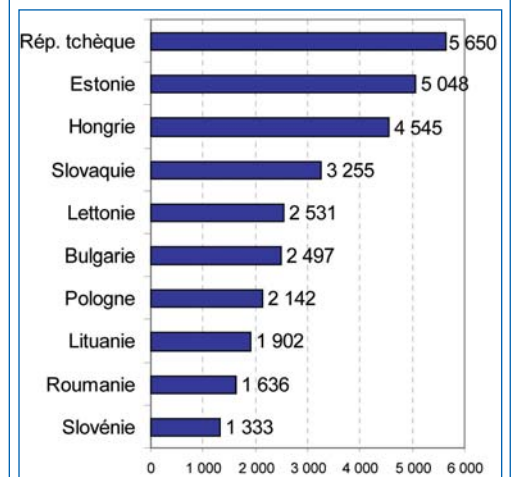
Graph 1 - 10 PECO : FLUX D'IDE NETS CUMULÉS
1989-2006, en millions de dollars



Réalisation : Pierre Verluise

Sources : BERD, FMI, Banques centrales. Cité in "Les études du CERI", n° 141, décembre 2007

Graph 2 - 10 PECO : FLUX D'IDE NETS, INVESTISSEMENTS CUMULÉS PAR TÊTE
1989-2006, en dollars



Réalisation : Pierre Verluise

Sources : BERD, FMI, Banques centrales. Cité in "Les études du CERI", n° 141, décembre 2007

SITES CONSACRÉS À L'ÉCONOMIE

BANQUE CENTRALE EUROPEENNE

<http://www.ecb.int/ecb/enlargement/html/index.fr.html>

SITE GOUVERNEMENTAL DU COMMERCE EXTERIEUR

<http://www.exporter.gouv.fr/exporter/>

EUROSTAT

<http://epp.eurostat.ec.europa.eu/>

OCDE - CENTRE POUR LA COOPERATION AVEC LES NON-MEMBRES

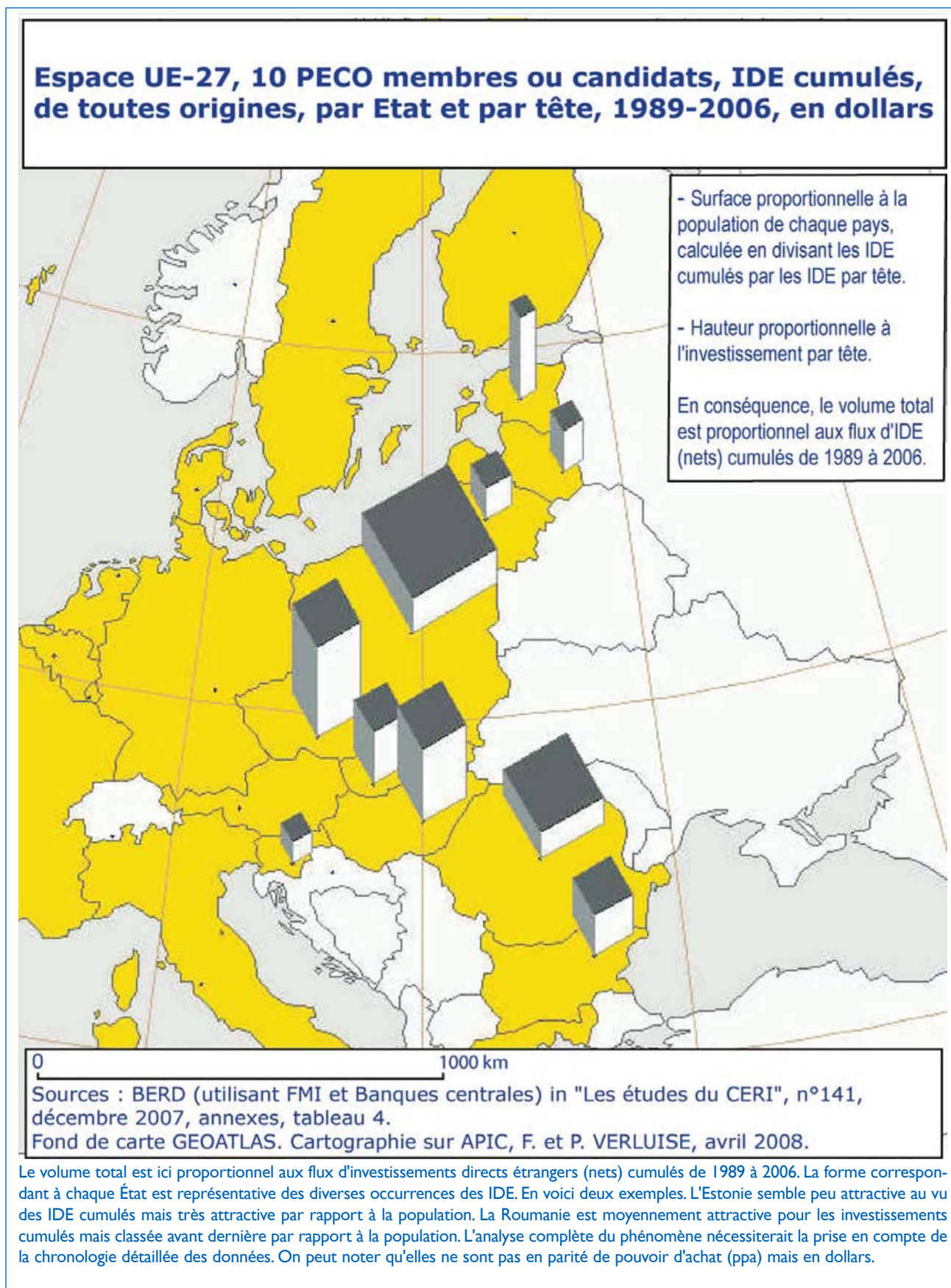
<http://www.oecd.org/department/>

OPEE - OBSERVATOIRE DES POLITIQUES ECONOMIQUES EN EUROPE

<http://opee.u-strasbg.fr/>

Cartographie

Croisons ces données sur une carte : Espace UE-27, 10 PECO membres ou candidats, investissements cumulés de toutes origines, par État et par tête, 1986-2006, en dollars.



Après le " temps long ", considérons le " temps court ", avec des données qui se rapportent à 2005 puis 2006. Celles-ci permettent d'élargir le propos aux îles méditerranéennes de Malte et de Chypre.

Quels sont les anciens qui investissent le plus dans les nouveaux ?

Quels sont les pays de l'ex-UE-15 les plus dynamiques dans les nouveaux territoires des l'UE? Considérons l'angle des IDE des États de l'ex-UE-15 dans les douze nouveaux États membres entrés en 2004 ou 2007 (NEM-12 dans la terminologie communautaire). (4)

En 2005, l'ex-UE-15 a investi 32 milliards d'euros dans les NEM-12. Ce qui représente 17% des flux sortants d'IDE de l'ex-UE-15. Il s'agit d'une augmentation de 5 points par rapport à 2004. Pour la troisième année consécutive, la Hongrie a été la principale destination des flux sortants d'IDE de l'ex-UE-15 dans les NEM-12, avec 11 milliards d'euros. Ce pays peuplé en 2005 de 10,09 millions d'habitants attire à lui seul un tiers du total des flux sortants à destination des NEM-12. Pour autant, faute d'avoir mis en œuvre les réformes nécessaires, ses performances économiques ne sont pas les meilleures des NEM-12. La croissance des IDE au bénéfice de cette zone s'explique aussi par la reprise des investissements en République tchèque, qui arrive en 2ème position, avec 14% du total. Comme en 2003 et 2004, la Roumanie est le 3ème pays de destination (12%), avec 3,9 milliards d'euros. La Pologne, peuplée de 38,17 millions d'habitants, n'arrive alors qu'en 4ème position, avec 2,6 milliards d'euros. Rappelons que la Pologne est, de loin, le plus peuplé des 12 États entrés récemment dans l'UE.

2005, la surprise espagnole

En 2005, l'Espagne a été le principal investisseur dans les NEM-12, avec 20% du total des flux d'investissements de l'ex-UE-15 dans ces pays. La République tchèque et la Hongrie ont attiré la plus grande partie des investissements espagnols. Cela est remarquable à plus d'un titre. D'abord parce que l'Espagne est un pays moyennement peuplé : 43,03 millions d'habitants. Deuxièmement, parce que l'Espagne se trouve située de manière périphérique par rapport aux pays en question.

L'Allemagne est le 2ème investisseur en 2005, avec 15% du total des flux d'investissements de l'ex-UE-15 dans les NEM-12. Ses flux sont principalement dirigés vers la Hongrie, la Roumanie et Malte.

La Belgique - 10,44 millions d'habitants - se place en 2005 au 3ème rang des IDE de l'ex-UE-15 dans les NEM-12, avec 13%. Le Luxembourg, peuplé de 0,45 millions d'habitants occupe la 4ème place, avec 12%. Ce résultat s'explique par l'importance de ses holdings financières dont les principaux investissements sont à Chypre et Malte. Le Royaume-Uni - 60,05 millions d'habitants - obtient alors la 5ème place, avec 10%.

Et la France ?

Quant à la France, peuplée de 62,5 millions d'habitants, elle n'apparaît pas - pour l'année 2005 - dans les cinq premiers investisseurs de l'ex-UE-15 dans les NEM-12. Il faut consulter la base de données d'Eurostat⁽⁵⁾ pour découvrir qu'en 2005 la France représente seulement 3,95% des IDE de l'ex-UE-15 à destination des NEM-12, soit 1 483 millions d'euros. Ce résultat s'explique en partie par un désinvestissement de 607 millions d'euros en Roumanie. D'après la même source, les IDE français à destinations des NEM-12 sont plus élevés en 2006, avec 2 013 millions d'euros. Les trois premières destinations des IDE français dans les NEM-12 sont alors la Pologne (557 millions d'euros), la République tchèque (402) et la Hongrie (393).

Pour l'année 2006, les données disponibles restent moins détaillées mais il importe de retenir que les flux d'investissements des pays de l'ex-UE-15 à destination des nouveaux États membres auraient atteint 46 milliards d'euros⁽⁶⁾. D'après la base de données d'Eurostat, l'année 2006 serait marquée par une explosion des IDE allemands dans les NEM-12, avec 16 253 millions d'euros. Il faut cependant savoir qu'il s'agit pour 54,73% d'IDE à destination de Malte, à hauteur de 8 896 millions d'euros. Deuxième destination des IDE allemands en 2006, la Pologne reçoit 2 081 millions d'euros. La Hongrie engrange 1 554 millions d'IDE allemands.

Ces éléments témoignent de l'intégration croissante des pays d'Europe centrale et orientale à l'Europe communautaire et plus largement dans les flux internationaux. Ainsi, la fin de la Guerre froide (1990) a non seulement modifié la configuration géopolitique de l'Europe mais aussi la géoéconomie de l'UE. Il importe que tous en prennent la mesure pour ne pas en être spectateurs mais acteurs. Alors que les NEM-12 affichent pour la plupart des prévisions de croissance économique bien supérieures à celles de l'ex-UE-15 pour 2008⁽⁷⁾, il serait souhaitable que les IDE français vers ces pays augmentent.

Par Pierre VERLUISE,

Chercheur à l'IRIS, Docteur en géopolitique, Directeur du site www.diploweb.com

QUE PÈSENT LES ENTREPRISES SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER DANS L'UE ?

En 2005, les entreprises sous contrôle étranger ont pesé 18% de la valeur ajoutée générée dans les 17 États membres ou candidats à l'horizon 2007 pour lesquels des données sont disponibles. Elles ont occupé une place prépondérante dans l'industrie manufacturière, avec 28% de la valeur ajoutée du secteur. Leur part est particulièrement significative en Slovaquie, Estonie, Hongrie, République tchèque et Bulgarie.

Plus de 60% de la valeur ajoutée pouvaient être attribués à des entreprises des autres États membres de l'UE. 23% de la valeur ajoutée générée par des entreprises sous contrôle étranger pouvaient être attribué à des entreprises dont la participation de contrôle était détenue par une unité localisée aux États-Unis, soit le taux le plus important des pays non communautaires.

BIBLIOGRAPHIE, en collaboration avec C. Leguy

CHOPIN, T. ; FOUCHER, M. (sous la dir. de) *L'Etat de l'Union, rapport Schuman 2007 sur l'Europe*. Paris : Lignes de repères, 2007. 232 p.

EUROSTAT. *European Union foreign direct investment yearbook 2007*. Luxembourg : Office des publications officielles des Communautés européennes, 2007. 152 p.

FOLTETE, Anne et KARKKAINEN, Arja, Les investissements directs étrangers de l'UE-15 dans les nouveaux États membres continuent d'augmenter, *Statistiques en bref, Economie et finances*, 106/2007, Eurostat, 4 p.

GRELL, Michaela, Les entreprises sous contrôle étranger dans l'UE, *Statistiques en bref, Industrie, commerce, services*, 30/2008, Eurostat, 8 p.

HULT, Merja, Les flux d'IDE d'UE-25 avec le reste du monde ont continué d'augmenté en 2006, *Statistiques en bref, Economie et finances*, 115/2007, Eurostat, 4 p.

LIEBSCHER, K. ; CHRISTL, J. ; MOOSLECHNER, P. ; RITZBERGER-GRUNWALD, D. (sous la dir. de) *Foreign direct investment in Europe: a changing landscape*. Cheltenham : Edward Elgar Publishing, 2007. 274 p.

OCDE. *Étude économique de l'Union européenne 2007*. Paris : Organisation de coopération et de développement économiques, 2007. 196 p.

OCDE. *International investment perspectives 2007 : freedom of investment in a changing world*. Paris : Organisation de coopération et de développement économiques, 2007. 237 p.

PETRIDOU, Konstantia, Les investissements directs étrangers de l'UE-25 au Brésil, en Russie, en Inde et en Chine, *Statistiques en bref, Economie et finances*, 111/2007, Eurostat, 4 p.

(1) La désatellisation des pays du bloc de l'Est est un processus complexe qui se déroule du printemps à l'hiver 1989. Intégrés à l'URSS à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, les trois pays Baltes déclarent la restauration de leur indépendance les 19 et 20 août 1991.

(2) Sources : BERD (utilisant FMI et Banques centrales), in Les études du CERI, n° 141, décembre 2007, annexes, tableau 4.

(3) Sources : BERD (utilisant FMI et Banques centrales), in Les études du CERI, n° 141, décembre 2007, annexes, tableau 4.

(4) FOLTETE, Anne et KARKKAINEN, Arja, Les investissements directs étrangers de l'UE-15 dans les nouveaux États membres continuent d'augmenter, *Statistiques en bref, Economie et finances*, 106/2007, Eurostat, 4 p.

(5) Données communiquées par les services d'EUROSTAT, extraites de la base le 25 février 2008.

(6) HULT, Merja, Les flux d'IDE d'UE-25 avec le reste du monde ont continué d'augmenté en 2006, *Statistiques en bref, Economie et finances*, 115/2007, Eurostat, p. 2.

(7) Cf. VERLUISE, Pierre, Nouveaux pays membres : quelles caractéristiques économiques ? Actualités européennes, IRIS, mars 2008, p. 3.